

2° en per aantal keren dat deze spilindex moet worden bereikt tussen 1 oktober 2024 en 31 december 2024, volgens de vooruitzichten van 30 september 2024 van het Federaal Planbureau bedoeld in artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

De indexering overeenkomstig het eerste lid, 2°, wordt in mindering gebracht op de indexeringen voorzien in artikel 3/2, § 2, die plaatsvinden na de indexering voorzien op 1 januari 2025.

In afwijking van artikel 3/2, § 2, derde lid, wordt voor de indexering die op 1 juli 2025 moet plaatsvinden, een bedrag van twintig centiem toegevoegd:

1° per aantal keren dat de spilindex bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques werd overschreden tussen 1 oktober 2024 en 30 april 2025.

2° en per aantal keren dat deze spilindex moet worden bereikt tussen 1 mei 2025 en 30 juni 2025, volgens de vooruitzichten van 30 april 2025 van het Federaal Planbureau bedoeld in artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

De indexering overeenkomstig het derde lid, 2°, wordt in mindering gebracht op de indexeringen voorzien in artikel 3/2, § 2, die plaatsvinden na de indexering voorzien op 1 januari 2025.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2023.

Voor de Regering,  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/47956]

#### 7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté 2023/867 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux mandats

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1° ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les services du Collège de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 3, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 27 avril 2023 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 25 mai 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 25 mai 2023;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 25 mai 2023 ;

Vu le protocole n° 2023/05 du 21 juin 2023 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 21 juin 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

**Art. 2.** L'article 86/2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, est remplacé par ce qui suit : « Art.86/2. § 1<sup>er</sup>.

En préparation de chaque entretien d'évaluation, le mandataire rédige un rapport détaillant dans quelle mesure les objectifs qui lui sont assignés sont atteints ou sont en voie d'être atteints et les moyens qui ont été mis en œuvre pour y parvenir.

Le Membre du Collège chargé de la fonction publique arrête le modèle du rapport susmentionné.

§ 2. La Commission d'évaluation prend connaissance du rapport qui lui est communiqué par le mandataire et en transmet copie au(x) membre(s) du Collège concerné(s) et, pour les mandataires de rang 15, à l'Administrateur général.

Avant l'entretien d'évaluation des mandataires, la Commission recueille l'avis du ou des membre(s) fonctionnellement compétent(s) en ce qui concerne la réalisation des objectifs stratégiques et transversaux visés à l'article 34/1 § 2 de l'arrêté relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel et la manière dont le mandataire a exercé son mandat. En ce qui concerne les mandataires de rang 15, la Commission recueille également l'avis de l'Administrateur général (rang 16) en ce qui concerne la réalisation des objectifs transversaux et la manière dont le mandataire a exercé son mandat.

§ 3. La Commission d'évaluation invite ensuite le mandataire à un entretien d'évaluation. A cette occasion, elle transmet au mandataire les avis récoltés conformément au § 2.

La Commission d'évaluation tient compte du changement éventuel des objectifs en application de l'article 34/1, § 3 de l'arrêté relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel.

§ 4. A l'issue de l'entretien d'évaluation, la Commission d'évaluation rédige un rapport d'évaluation et arrête une mention. Le rapport d'évaluation est transmis, contre accusé de réception, au mandataire.

§ 5. La mention « favorable » est attribuée au mandataire lorsque celui-ci a atteint les objectifs qui lui sont assignés, que sa contribution à l'atteinte de ces objectifs est avérée.

La mention « satisfaisant » est attribuée au mandataire lorsque celui-ci a partiellement réalisé ses objectifs mais que des améliorations substantielles doivent être apportées en vue d'exercer la mission de gestion confiée de façon optimale et complète ou que sa contribution personnelle à l'atteinte de ses objectifs est limitée.

La mention « défavorable » est attribuée au mandataire lorsqu'il ressort de l'évaluation que le fonctionnement du mandataire est inférieur au niveau attendu ou que les objectifs assignés n'ont pas été atteints ou que la manière d'atteindre ces objectifs n'a pas été optimale ou que sa contribution personnelle à l'atteinte des objectifs est faible.

Dans son évaluation, la commission d'évaluation doit tenir compte des circonstances imprévisibles ou indépendantes qui ont rendu impossibles la réalisation totale ou partielle des objectifs fixés. ».

**Art. 3.** Dans l'article 86/3 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 1<sup>er</sup> alinéa est remplacé par ce qui suit : « Le mandataire est convoqué à un premier entretien d'évaluation deux ans après le début du mandat et, au plus tard, deux ans et trois mois après le début du mandat ».

2° Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>ème</sup> alinéa, les mots « une évaluation complémentaire a lieu six mois après cette première évaluation » sont remplacés par les mots « une évaluation complémentaire a lieu dans un délai de six mois après la date de notification de cette première évaluation ».

3° Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le 3<sup>ème</sup> alinéa est supprimé.

4° Dans le paragraphe 2, les mots « trois mois » sont remplacés par les mots « six mois ».

5° Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « § 3. Si, à l'issue de cette seconde évaluation, la mention attribuée au mandataire est « favorable », le Collège peut renouveler une seule fois son mandat sans qu'il soit procédé à une nouvelle procédure de désignation au poste qu'il occupe. Le Collège fixe les objectifs à atteindre au terme du nouveau mandat.

Le mandataire de rang 15 établit, dans un délai de trois mois à l'occasion du renouvellement de son mandat, un plan de gestion tel que visé à l'article 34/1 § 4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel, qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par le Collège et selon les modalités prévues à l'article 34/1 § 4 susvisé.

Le mandataire de rang 16 établit, dans un délai de trois mois à l'occasion du renouvellement de son mandat, un plan stratégique tel que visé à l'article 34/1 § 5 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel, qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par le Collège et selon les modalités prévues à l'article 34/1 § 5 susvisé ».

**Art. 4.** L'article 86/4 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, est remplacé par ce qui suit : « Art. 86/4. Le mandataire qui ne marque pas son accord sur la mention « satisfaisant » ou « défavorable » dispose de quatorze jours calendriers à partir de la notification de son évaluation pour introduire un recours devant le Collège.

L'introduction du recours est suspensif.

Le Collège statue sur le recours du mandataire ».

**Art. 5.** L'article 86/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, est remplacé par ce qui suit : « Art. 86/5. Le Collège doit se prononcer dans les soixante jours de la réception du recours. Ce délai est prolongé de plein droit d'un mois lorsque le recours est reçu entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 juillet. A sa demande, le mandataire est entendu. Il peut se faire assister par la personne de son choix.

Le Collège peut déléguer cette audition à deux Membres du Collège. A cet effet, les Membres du Collège reçoivent délégation pour entendre le mandataire, établir un procès-verbal détaillé, recueillir toutes informations utiles et présenter le dossier au Collège ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

**Art. 6.** L'article 34/1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, est remplacé par ce qui suit : « Art. 34/1. § 1<sup>er</sup>. Le Collège arrête la description de fonction de l'emploi de mandat à pourvoir et y joint les objectifs visés au § 2.

§ 2. Des objectifs sont définis pour la durée du mandat. Ceux-ci se composent d'objectifs stratégiques et d'objectifs transversaux.

Les objectifs stratégiques assignés à chaque mandataire sont fixés :

1° Pour un mandat de rang 16 : par le Collège, sur proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

2° Pour un mandat de rang 15 : par le Collège, sur proposition du ou des Membre(s) fonctionnellement compétent(s).

Les objectifs transversaux communs à tous les mandataires sont fixés par le Collège.

§ 3. Au cours de l'exercice du mandat, l'autorité visée au § 2 peut modifier les objectifs qu'elle a déterminés avant l'attribution dudit mandat afin d'intégrer les éléments contenus dans la déclaration de politique générale, ainsi que les grandes orientations définies par le(s) membre(s) du Collège fonctionnellement compétent(s).

§ 4. Dans les six mois qui suivent sa prise de fonction, le mandataire de rang 15 rédige un plan de gestion qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par le Collège, dans lequel le mandataire fixe les indicateurs nécessaires à l'évaluation des objectifs. Le mandataire soumet le plan de gestion aux membres du Collège fonctionnellement compétents pour approbation. Ceux-ci le soumettent ensuite au Collège pour approbation.

§ 5. Dans les six mois qui suivent sa prise de fonction, le mandataire de rang 16 rédige un plan stratégique qui tient compte des objectifs à atteindre fixés par le Collège (notamment déclinés dans les plans de gestion visés au § 4), dans lequel le mandataire fixe les indicateurs nécessaires à l'évaluation des objectifs et après consultation des services de l'administration. Le mandataire soumet le plan stratégique aux membres du Collège fonctionnellement compétents pour approbation. Ceux-ci le soumettent ensuite au Collège pour approbation.

Par plan stratégique, on entend le document qui permet d'une part de prioriser les actions découlant des différents objectifs fixés par le Collège en fonction des ressources disponibles, et d'autre part, de disposer d'une vue transversale des projets et de leur réalisation, tout en impliquant l'ensemble des agents dans la réalisation d'un projet fédérateur.

§ 6. Le mandataire peut également proposer des modifications aux objectifs visés au § 2. Préalablement à toute modification, une concertation a lieu entre le mandataire et les autorités concernées ».

**Art. 7.** L'article 34/2 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, est remplacé par ce qui suit : « Art.34/2. § 1<sup>er</sup>. Le mandataire exerce effectivement le mandat.

Dans le cas où il ne peut pas exercer le mandat pour cause de décès, de maladie de longue durée, de congé de maternité, de suspension dans l'intérêt du service, de démission, ou pour toute autre raison qui l'empêche d'exercer son mandat, le Collège peut confier temporairement le mandat à un autre membre du personnel pour une durée maximum de six mois qui peut être renouvelée.

Dans cette hypothèse, le Collège n'est pas tenu par les dispositions des articles 34 à 34/10. Le Collège statue par décision motivée sur base des titres et mérites des candidats.

§ 2. Le mandataire exerce sa tâche à temps plein.

Pendant son mandat, il ne peut obtenir :

1° un congé pour interruption de la carrière professionnelle sauf si celle-ci vise le congé parental, les soins palliatifs et les soins en cas de maladie grave;

2° un congé pour présenter sa candidature aux élections, pour détachement auprès d'un cabinet ministériel ou pour l'exercice d'une fonction auprès d'un groupe politique reconnu;

3° un congé pour exercer un mandat politique;

4° un congé pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public;

5° un congé de formation;

6° un congé pour remplir en temps de paix des prestations militaires ou des services en exécution des lois sur le statut des objecteurs de conscience;

7° un congé pour mission d'intérêt général;

8° l'autorisation d'exercer ses fonctions par prestations réduites pour convenance personnelle, dans le cadre de la semaine de quatre jours et dans le cadre du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans;

9° un congé pour convenances personnelles;

10° un congé pour être mis à disposition du Roi ;

11° un congé parental hors de l'interruption de carrière.

12° l'autorisation d'exercer une fonction d'administrateur dans un comité de gestion d'une société de droit public ou privé ou d'une association sans but lucratif dont l'objet social entre dans le champ des compétences de sa fonction. ».

**Art. 8.** Dans l'article 34/4, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans l'alinéa 3, les mots « en cas de révocation » sont insérés entre les mots « rétrogradation » et « ou encore par la démission volontaire du mandataire » ;

2° L'article 34/4 est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Le fonctionnaire dont le mandat prend fin intègre un poste au sein des services du Collège de la Commission communautaire française, tenant compte du fait que la durée du mandat est comptabilisée dans ses anciennetés de service, de grade, de niveau et pécuniaire, conformément à l'article 34/3 ».

**Art. 9.** Dans l'article 34/5 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, le mot « douze » est remplacé par le mot « neuf » ;

2° Le paragraphe 2 est supprimé.

**Art. 10.** Dans l'article 34/6 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit : « La vacance des emplois est portée à la connaissance des fonctionnaires par un appel aux candidats publié au *Moniteur belge*, sur le site internet de la Commission communautaire française et dans au moins deux organes de presse écrite ou informatique belges de langue française spécialisés dans les annonces en matière d'emploi ».

2° Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°, les mots « du président du conseil de direction » sont remplacés par les mots « du secrétariat de la commission de sélection » ;

3° Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° les coordonnées du service auprès duquel la description de fonctions de l'emploi à conférer, les objectifs visés à l'article 34/1 et le CV standardisé visé au § 3 peuvent être obtenus ».

4° Au paragraphe 2, les mots « au président du conseil de direction » sont remplacés par les mots « au secrétariat de la commission de sélection »

5° Le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit : « § 3 Tout acte de candidature comporte un exposé des titres et mérites que le candidat fait valoir pour postuler à l'emploi avec utilisation d'un CV standardisé dont le modèle est fixé par le Membre du Collège de la fonction publique. Sous peine d'irrecevabilité, un acte de candidature distinct est introduit pour chaque emploi auquel l'intéressé se porte candidat ».

**Art. 11.** L'article 34/7 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française, est abrogé.

**Art. 12.** Dans l'article 34/8 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1° Il est inséré un paragraphe 1/2 rédigé comme suit : « La commission de sélection invite les candidats dont la candidature a été déclarée recevable à un *assessment*. L'*assessment* consiste en un ensemble d'exercices de simulation destinés à vérifier les compétences et les capacités requises pour un poste spécifique. L'*assessment* est organisé par un bureau d'*assessment* ».

2° Le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « La Commission de sélection invite les candidats ayant présenté l'*assessment* à un entretien.

Avant l'entretien, en ce qui concerne l'emploi de mandat de rang 16, la commission recueille l'avis du Membre du Collège chargé de la fonction publique pour connaître ses attentes dans le respect des objectifs tels qu'ils ont été fixés par le Collège.

En ce qui concerne l'emploi de mandat de rang 15, la commission recueille l'avis du ou des membre(s) fonctionnellement compétent(s) pour connaître ses (leurs) attentes dans le respect des objectifs tels qu'ils ont été fixés par le Collège. Elle entend le mandataire de rang 16 au sujet des compétences générales et du profil de fonction de l'emploi à pourvoir.

La Commission de sélection émet un avis motivé en tenant compte :

du degré d'adéquation entre le profil du candidat et la description de fonction vérifiée lors de l'entretien ;

Des titres et mérites que le candidat fait valoir ;

Du résultat de l'*assessment*.

Au terme de la sélection et après analyse de leur candidature, les candidats sont inscrits, par décision motivée, soit dans le groupe A « apte », soit dans le groupe B « pas apte ». Dans le groupe A, les candidats sont classés.

En cas d'ex-aequo entre les candidats inscrits dans le groupe A « Apte », le candidat qui appartient au sexe représenté à moins d'un tiers dans les deux premiers degrés de la hiérarchie est classé avant le candidat de l'autre sexe. ».

**Art. 13.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 34/10 rédigé comme suit : « Art.34/10. Chaque mandataire communique chaque année, pour le 15 février au plus tard, aux membres du Collège fonctionnellement compétents, un rapport annuel par rapport aux résultats de l'année écoulée concernant les objectifs stratégiques et transversaux qui sont repris dans les plans de gestion et dans le plan stratégique. Le rapport annuel comprend un commentaire sur l'évolution constatée sur base des indicateurs préalablement fixés, visés à l'article 34/1 §§ 4 et 5.

Le rapport annuel mentionne, là où c'est possible, par objectif, les allocations de base concernées du budget des services du Collège afin de réaliser un lien entre le budget et les objectifs à réaliser de ces plans de gestion et plan stratégique ».

**Art. 14.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 34/11 rédigé comme suit : « Art.34/11. A la suite du rapport annuel, les modalités du contrôle de gestion concernant les objectifs stratégiques et transversaux relevant des plans mentionnés à l'article 34/1 §§ 4 et 5, sont organisées entre le mandataire et les membres du Collège fonctionnellement compétents. Ces modalités doivent permettre aux membres du Collège d'exercer leurs responsabilités ».

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française*

**Art. 15.** L'article 43/4 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut pécuniaire des membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française est complété par deux alinéas rédigés comme suit : « En cas d'interruption de l'exercice du mandat, la prime n'est due que si cette interruption ne dépasse pas trente jours ouvrables et n'enlève pas au mandataire le bénéfice de son traitement.

Si la mention favorable visée à l'article 86/2, § 5 l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française lui a été attribuée, la prime de mandat du mandataire est doublée pour la période sur laquelle porte cette évaluation. Le doublement de la prime est payé dans les trois mois qui suivent l'évaluation ».



CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les services du Collège de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 3, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

**Art. 16.** Dans l'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les services du Collège de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 3, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit : « § 2. Le candidat introduit un acte de candidature qui comporte un exposé des titres et mérites que le candidat fait valoir pour postuler à l'emploi avec utilisation d'un CV standardisé dont le modèle est fixé par le Membre du Collège chargé de la fonction publique ».

**Art. 17.** Dans l'article 4 du même arrêté, les mots « « 34/9 » sont remplacés par les mots « 34/11 ».

**Art. 18.** A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est complété par les mots « avec terme. Il prend fin de plein droit quand s'achève le mandat conformément aux dispositions fixées par le présent arrêté ».

2° dans l'alinéa 3, les mots « de manière anticipée, » sont insérés entre les mots « Il y est mis fin, » et « selon les modalités ».

3° dans l'alinéa 3, les mots « ou en cas de non-renouvellement du mandat visé à l'article 86/3, §§ 4 et 5 de l'arrêté précité » sont abrogés.

**Art. 19.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art.5/1. § 1<sup>er</sup>. Hormis la faute grave ou le cas de la démission volontaire, le mandataire dont le mandat prend fin reçoit une indemnité de fin de fonction. Cette indemnité s'élève à trois mois de traitement lorsque la période de mandat a duré moins de dix ans et six mois de traitement si elle a duré au moins dix ans.

Si le mandataire demande à bénéficier de l'accompagnement au reclassement professionnel visé au § 2, le montant de l'indemnité de fin de fonction est diminué du coût nécessaire à cet accompagnement au reclassement professionnel.

§ 2. A sa demande, celui-ci peut également bénéficier d'un accompagnement au reclassement professionnel, à la condition qu'il soit arrivé au terme de son deuxième mandat consécutif, qu'il ait obtenu une évaluation de fin de deuxième mandat favorable et qu'il n'exerce aucune activité professionnelle (ne pas avoir conclu un contrat de travail, ne pas exercer une activité principale en tant qu'indépendant, ne pas être en service comme agent, statutaire ou contractuel, dans un service public).

Cet accompagnement est d'une durée de 60 heures étalées sur une période de maximum douze mois et fait l'objet d'une convention écrite».

#### CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 20.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> avril 2023.

**Art. 21.** Les mandataires en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté sont considérés comme exerçant un premier mandat de cinq ans.

Ils restent soumis, jusqu'au terme du mandat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, aux dispositions relatives à l'évaluation qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 22.** Les mandataires qui ont conclu un contrat à durée indéterminée sans terme avant l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent bénéficier d'un accompagnement au reclassement professionnel, aux conditions reprises au paragraphe 2 de l'article 5/1 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les services du Collège de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 3, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 23.** Les procédures de sélection en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se poursuivent jusqu'à leur terme selon les dispositions réglementaires qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Si une procédure de sélection est lancée avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024, elle est également régie par les dispositions réglementaires qui étaient d'application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 24.** Le Membre du Collège ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 7 septembre 2023.

Par le Collège :

B. TRACHTE,

Présidente du Collège membre du Collège chargée de la fonction publique

\_\_\_\_\_

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2023/47956]

7 SEPTEMBER 2023. — *Besluit 2023/867 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van verschillende reglementaire bepalingen met betrekking tot de mandaten*

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 6 januari 2014;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, artikel 79, § 1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 april 2014 betreffende de overdracht van de uitoefening van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 dat de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie vaststelt in het kader van artikel 26/1, lid 3, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 april 2023;

Gelet op het akkoord van het collegelid belast met Begroting, gegeven op 25 mei 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 25 mei 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 25 mei 2023;

Gelet op het protocol nr. 2023/05 van 21 juni 2023 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van 30 dagen dat naar de Raad van State werd gestuurd op 21 juni 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet binnen die termijn werd meegedeeld;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het collegelid belast met Openbaar Ambt;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In dit besluit wordt, met toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet geregeld.

*HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

**Art. 2.** Artikel 86/2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, ingevoegd bij het besluit van het College van Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 86/2. § 1. De mandaathouder stelt ter voorbereiding van elk evaluatiegesprek een verslag op waarin hij gedetailleerd beschrijft in welke mate de hem toevertrouwde doelstellingen zijn of zullen worden bereikt en welke middelen daartoe zijn aangewend.

Het collegelid belast met Openbaar Ambt legt het model van voornoemd verslag vast.

§ 2. De evaluatiecommissie neemt kennis van het verslag dat haar door de mandaathouder wordt meegedeeld en bezorgt een kopie ervan aan het (de) betrokken collegelid (collegeleden) en, in het geval van mandaathouders van rang 15, aan de administrateur-generaal.

De commissie wint vóór het evaluatiegesprek met de mandaathouders het advies van het (de) functioneel bevoegde lid (leden) in over de realisatie van de strategische en transversale doelstellingen bedoeld in artikel 34/1, § 2, van het besluit betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement, en over de manier waarop de mandaathouder zijn mandaat heeft uitgeoefend. In het geval van mandaathouders van rang 15 wint de commissie ook het advies van de administrateur-generaal (rang 16) in over de realisatie van de transversale doelstellingen en over de manier waarop de mandaathouder zijn mandaat heeft uitgeoefend.

§ 3. De evaluatiecommissie nodigt de mandaathouder vervolgens uit voor een evaluatiegesprek. Bij die gelegenheid bezorgt ze de mandaathouder de adviezen die overeenkomstig § 2 werden ingewonnen.

De evaluatiecommissie houdt rekening met de eventuele verandering van de doelstellingen met toepassing van artikel 34/1, § 3, van het besluit betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement.

§ 4. Na het evaluatiegesprek stelt de evaluatiecommissie een evaluatieverslag op en stelt een vermelding vast. Het evaluatieverslag wordt tegen ontvangstbewijs bezorgd aan de mandaathouder.

§ 5. De vermelding “gunstig” wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer hij de doelstellingen die hem werden toegewezen heeft bereikt en zijn bijdrage aan het bereiken van die doelstellingen is bewezen.

De vermelding “voldoende” wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer hij zijn doelstellingen gedeeltelijk heeft bereikt, maar er substantiële verbeteringen moeten worden aangebracht om de hem toevertrouwde managementopdracht optimaal en volledig te kunnen uitvoeren, of wanneer zijn persoonlijke bijdrage aan het bereiken van zijn doelstellingen beperkt bleef.

De vermelding “ongunstig” wordt toegekend aan de mandaathouder wanneer uit de evaluatie blijkt dat de werking van de mandaathouder niet het verwachte niveau haalt, of wanneer de toegewezen doelstellingen niet werden bereikt, of wanneer die doelstellingen niet op een optimale manier werden bereikt, of wanneer zijn persoonlijke bijdrage aan het bereiken van de doelstellingen gering is.

De evaluatiecommissie moet in haar evaluatie rekening houden met onvoorziene omstandigheden of omstandigheden onafhankelijk van de wil van de mandaathouder die het geheel of gedeeltelijk realiseren van de vastgelegde doelstellingen onmogelijk hebben gemaakt.”

**Art. 3.** In artikel 86/3 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt: “De mandaathouder wordt uitgenodigd voor een eerste evaluatiegesprek twee jaar na de start van het mandaat en uiterlijk twee jaar en drie maanden na de start van het mandaat.”

2° In paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden “heeft een bijkomende evaluatie zes maanden na deze eerste evaluatie plaats” vervangen door de woorden “heeft een bijkomende evaluatie plaats binnen zes maanden na de datum van kennisgeving van die eerste evaluatie”.

3° In paragraaf 1 wordt het derde lid geschrapt.

4° In paragraaf 2 worden de woorden “drie maanden” vervangen door de woorden “zes maanden”.

5° Paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt: “§ 3. Als na die tweede evaluatie de aan de mandaathouder toegekende vermelding “gunstig” is, kan het College zijn mandaat een enkele keer hernieuwen zonder dat wordt overgegaan tot een nieuwe aanstellingsprocedure voor de functie die hij bekleedt. Het College legt de doelstellingen vast die aan het einde van het nieuwe mandaat moeten worden bereikt.

De mandaathouder van rang 15 stelt binnen drie maanden na de hernieuwing van zijn mandaat een beheerplan op zoals bedoeld in artikel 34/1, § 4, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement, waarin rekening wordt gehouden met de te bereiken doelstellingen die door het College zijn vastgelegd en volgens de nadere regels die zijn bepaald in voornoemd artikel 34/1, § 4.

De mandaathouder van rang 16 stelt binnen drie maanden na de hernieuwing van zijn mandaat een strategisch plan op zoals bedoeld in artikel 34/1, § 5, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement, waarin rekening wordt gehouden met de te bereiken doelstellingen die door het College zijn vastgelegd en volgens de nadere regels die zijn bepaald in voornoemd artikel 34/1, § 5.”

**Art. 4.** Artikel 86/4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 86/4. De mandaathouder die niet akkoord gaat met de vermelding “voldoende” of “ongunstig” beschikt over veertien kalenderdagen vanaf de kennisgeving van zijn evaluatie om beroep in te stellen bij het College.

Het instellen van beroep heeft schorsende werking.

Het College spreekt zich uit over het beroep van de mandaathouder.”

**Art. 5.** Artikel 86/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 86/5. Het College spreekt zich uit binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep. Deze periode wordt van rechtswege verlengd met een maand als het beroep wordt ontvangen tussen 1 juni en 31 juli. De mandaathouder wordt op zijn verzoek gehoord. Hij kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Het College kan deze hoorzitting delegeren aan twee collegeleden. Daartoe worden de collegeleden gemachtigd de mandaathouder te horen, een gedetailleerd proces-verbaal op te stellen, alle nuttige informatie in te winnen en het dossier voor te leggen aan het College.”

*HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie*

**Art. 6.** Artikel 34/1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de loopbaan van de ambtenaren en het personeelsreglement van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 34/1. § 1. Het College stelt de functiebeschrijving van de in te vullen mandaatbetrekking op en voegt er de doelstellingen bedoeld in § 2 aan toe.

§ 2. Voor de duur van het mandaat worden doelstellingen bepaald. Die bestaan uit strategische doelstellingen en transversale doelstellingen.

De strategische doelstellingen die worden toegewezen aan elke mandaathouder worden bepaald:

1° voor een mandaat van rang 16: door het College, op voordracht van het collegelid belast met Openbaar Ambt;

2° voor een mandaat van rang 15: door het College, op voordracht van het (de) functioneel bevoegde lid (leden).

Het College bepaalt de transversale doelstellingen die gemeenschappelijk zijn voor alle mandaathouders.

§ 3. De overheid bedoeld in § 2 kan gedurende de uitoefening van het mandaat de doelstellingen die ze vóór de toewijzing van het mandaat heeft vastgelegd, wijzigen om er de elementen uit de algemene beleidsverklaring en de grote richtlijnen bepaald door de functioneel bevoegde collegeleden in op te nemen.

§ 4. De mandaathouder van rang 15 stelt binnen zes maanden na het opnemen van zijn functie een beheerplan op waarin rekening wordt gehouden met de te bereiken doelstellingen die door het College zijn vastgelegd en waarin de mandaathouder de indicatoren vaststelt die nodig zijn om de doelstellingen te evalueren. De mandaathouder legt het beheerplan ter goedkeuring voor aan de functioneel bevoegde collegeleden. Die leggen het vervolgens ter goedkeuring voor aan het College.

§ 5. De mandaathouder van rang 16 stelt binnen zes maanden na het opnemen van zijn functie een strategisch plan op waarin rekening wordt gehouden met de te bereiken doelstellingen die door het College zijn vastgelegd (in het bijzonder uiteengezet in de beheerplannen bedoeld in § 4), waarin de mandaathouder de indicatoren vaststelt die nodig zijn om de doelstellingen te evalueren en na overleg met de diensten van het bestuur. De mandaathouder legt het strategisch plan ter goedkeuring voor aan de functioneel bevoegde collegeleden. Die leggen het vervolgens ter goedkeuring voor aan het College.

Onder strategisch plan wordt verstaan: het document dat het mogelijk maakt om enerzijds de acties die voortvloeien uit de verschillende door het College vastgelegde doelstellingen te prioriteren op basis van de beschikbare middelen en anderzijds een transversaal beeld te hebben van de projecten en de uitvoering ervan, waarbij alle personeelsleden worden betrokken bij de uitvoering van een verenigend project.

§ 6. De mandaathouder kan ook wijzigingen aan de doelstellingen bedoeld in § 2 voorstellen. Voorafgaand aan elke wijziging vindt overleg plaats tussen de mandaathouder en de betrokken autoriteiten.”

**Art. 7.** Artikel 34/2 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 34/2. § 1. De mandaathouder oefent het mandaat daadwerkelijk uit.

In het geval dat hij het mandaat niet kan uitoefenen wegens overlijden, langdurige ziekte, zwangerschapsverlof, schorsing in het belang van de dienst, ontslag of enige andere reden die hem verhindert zijn mandaat uit te oefenen, kan het College het mandaat tijdelijk aan een ander personeelslid toevertrouwen voor een periode van maximaal zes maanden, die kan worden hernieuwd.

In dat geval is het College niet gebonden door de bepalingen van de artikelen 34 tot en met 34/10. Het College neemt een met redenen omklede beslissing op basis van de kwalificaties en verdiensten van de kandidaten.

§ 2. De mandaathouder oefent zijn taak voltijds uit.

Tijdens zijn mandaat kan hij:

1° geen verlof voor loopbaanonderbreking krijgen, uitgezonderd als dat het ouderschapsverlof, het palliatief verlof of het zorgverlof in geval van ernstige ziekte betreft;

2° geen verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen, om gedetacheerd te worden in het kabinet van een minister of om een functie uit te oefenen bij een erkende politieke fractie;

3° geen verlof krijgen om een politiek mandaat uit te oefenen;

4° geen verlof krijgen voor een stage of een proefperiode in een andere betrekking van een overheidsdienst;

5° geen opleidingsverlof krijgen;

6° geen verlof krijgen om in vreedstijd militaire prestaties te verrichten of diensten te volbrengen ter uitvoering van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

7° geen verlof voor opdracht van algemeen belang krijgen;

8° geen toelating verkrijgen om zijn functies uit te oefenen met verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, in het kader van de vierdagenweek of in het kader van halftijds werk vanaf 50 of 55 jaar;

9° geen verlof voor persoonlijke aangelegenheden krijgen;

10° geen verlof krijgen om ter beschikking gesteld te worden van de Koning;

11° geen ouderschapsverlof krijgen buiten de loopbaanonderbreking;

12° geen toelating krijgen om een functie van bestuurder uit te oefenen in een beheercomité van een publiek- of privaatrechtelijke vennootschap of van een vereniging zonder winstoogmerk waarvan het maatschappelijk doel binnen het bevoegdheidsdomein van zijn functie valt.”

**Art. 8.** In artikel 34/4 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In het derde lid worden de woorden “, in geval van afzetting” ingevoegd tussen de woorden “terugzetting in rang” en “of ook door vrijwillig ontslag van de mandataris”.

2° Aan artikel 34/4 wordt een lid toegevoegd, opgesteld als volgt: “De ambtenaar van wie het mandaat eindigt, aanvaardt een functie binnen de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, rekening houdend met het feit dat de duur van het mandaat wordt verrekend in zijn dienst-, graad-, niveau- en geldelijke anciënniteit, overeenkomstig artikel 34/3.”

**Art. 9.** In artikel 34/5 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 wordt het woord “twaalf” vervangen door het woord “negen”.

2° Paragraaf 2 wordt geschrapt.

**Art. 10.** In artikel 34/6 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° In paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt: “De vacante betrekkingen worden ter kennis van de ambtenaren gebracht door middel van een kandidatenoproep die wordt gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, op de website van de Franse Gemeenschapscommissie en in ten minste twee Belgische Franstalige gedrukte of digitale media die gespecialiseerd zijn in personeelsadvertenties.”

2° In paragraaf 1, tweede lid, 1°, worden de woorden “de voorzitter van de directieraad” vervangen door de woorden “het secretariaat van de selectiecommissie”.

3° Paragraaf 1, tweede lid, 3°, wordt vervangen door wat volgt: “3° de gegevens van de dienst waar de functiebeschrijving van de toe te kennen betrekking, de doelstellingen bedoeld in artikel 34/1 en het gestandaardiseerd cv bedoeld in § 3 kunnen worden verkregen.”

4° In paragraaf 2 worden de woorden “de voorzitter van de directieraad” vervangen door de woorden “het secretariaat van de selectiecommissie”.

5° Paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt: “§ 3. Elke kandidatuur bevat een uiteenzetting van de kwalificaties en verdiensten die de kandidaat laat gelden om voor de betrekking te kandideren, gebruikmakend van een gestandaardiseerd cv waarvan het model wordt vastgesteld door het collegelid belast met Openbaar Ambt. Op straffe van onontvankelijkheid dient de kandidaat een kandidatuur in voor elke betrekking waarvoor hij zich kandidaat stelt.”

**Art. 11.** Artikel 34/7 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, wordt opgeheven.



**Art. 12.** In artikel 34/8 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Er wordt een paragraaf 1/2 ingevoegd, opgesteld als volgt: “De selectiecommissie nodigt de kandidaten van wie de kandidatuur ontvankelijk werd verklaard, uit voor een assessment. Het assessment bestaat uit een geheel van simulatieoefeningen die bedoeld zijn om na te gaan of iemand beschikt over de vereiste vaardigheden en bekwaamheden voor een specifieke functie. Het assessment wordt georganiseerd door een assessmentbureau.”

2° Paragraaf 2 wordt vervangen door wat volgt: “De selectiecommissie nodigt de kandidaten die zijn geslaagd voor het assessment uit voor een gesprek.

In het geval van de mandaatbetrekking van rang 16 wint de commissie vóór het gesprek het advies in van het collegelid belast met Openbaar Ambt, om zijn verwachtingen te kennen in het licht van de doelstellingen zoals vastgelegd door het College.

In het geval van de mandaatbetrekking van rang 15 wint de commissie het advies in van het (de) functioneel bevoegde lid (leden), om zijn (hun) verwachtingen te kennen in het licht van de doelstellingen zoals vastgelegd door het College. De commissie hoort de mandaathouder van rang 16 over de algemene vaardigheden en het functieprofiel van de in te vullen betrekking.

De selectiecommissie geeft een met redenen omkleed advies, waarbij ze rekening houdt met:

de mate waarin het profiel van de kandidaat overeenkomt met de functiebeschrijving, zoals geverifieerd tijdens het gesprek;

de kwalificaties en verdiensten die de kandidaat laat gelden;

het resultaat van het assessment.

Aan het einde van de selectie en na analyse van hun kandidatuur worden de kandidaten bij een met redenen omklede beslissing ingeschreven in hetzij groep A “geschikt”, hetzij groep B “niet geschikt”. In groep A worden de kandidaten gerangschikt.

Als er een ex aequo is tussen de kandidaten die in groep A “geschikt” worden ingeschreven, wordt de kandidaat behorend tot het geslacht dat voor minder dan een derde vertegenwoordigd is in de eerste twee trappen van de hiërarchie vóór de kandidaat van het andere geslacht gerangschikt.”

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 34/10 ingevoegd, opgesteld als volgt:

“Art. 34/10. Elke mandaathouder deelt jaarlijks, uiterlijk op 15 februari, aan de functioneel bevoegde collegeleden een jaarverslag mee over de resultaten van het voorgaande jaar met betrekking tot de strategische en transversale doelstellingen die zijn opgenomen in de beheerplannen en het strategisch plan. Het jaarverslag bevat een toelichting bij de waargenomen evolutie op basis van de vooraf vastgelegde indicatoren bedoeld in artikel 34/1, §§ 4 en 5.

In het jaarverslag worden, waar mogelijk, per doelstelling de betrokken basisallocaties van de begroting van de diensten van het College vermeld om een verband te leggen tussen de begroting en de te bereiken doelstellingen van de beheerplannen en het strategisch plan.”

**Art. 14.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 34/11 ingevoegd, opgesteld als volgt:

“Art. 34/11. Na het jaarverslag worden de nadere regels voor de beheerscontrole met betrekking tot de strategische en transversale doelstellingen die onder de in artikel 34/1, §§ 4 en 5, vermelde plannen vallen, georganiseerd tussen de mandaathouder en de functioneel bevoegde collegeleden. Die nadere regels moeten de collegeleden in staat stellen hun verantwoordelijkheden uit te oefenen.”

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

**Art. 15.** Artikel 43/4 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van de bezoldigingsregeling van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt aangevuld met twee leden, opgesteld als volgt:

“In het geval van onderbreking van de mandaatuitoefening is de premie slechts verschuldigd als die onderbreking niet langer duurt dan dertig werkdagen en de mandaathouder het recht op zijn wedde niet verliest.

Als hem de vermelding “gunstig” bedoeld in artikel 86/2, § 5, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie werd toegekend, wordt de mandaatpremie van de mandaathouder verdubbeld voor de periode waarop deze evaluatie betrekking heeft. De verdubbeling van de premie wordt betaald binnen drie maanden na de evaluatie.”

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 dat de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie vaststelt in het kader van artikel 26/1, lid 3, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

**Art. 16.** In artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 dat de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie vaststelt in het kader van artikel 26/1, lid 3, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt:

“§ 2. De kandidaat dient een kandidatuur in met een uiteenzetting van de kwalificaties en verdiensten die hij laat gelden om voor de betrekking te kandideren, gebruikmakend van een gestandaardiseerd cv waarvan het model wordt vastgesteld door het collegelid belast met Openbaar Ambt.”

**Art. 17.** In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt “34/9” vervangen door “34/11”.

**Art. 18.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “met eindtermijn. De overeenkomst eindigt van rechtswege wanneer het mandaat afloopt overeenkomstig de bepalingen van dit besluit”.

2° In het derde lid wordt het woord “voortijdig” ingevoegd tussen de woorden “Er wordt” en “een einde aan gesteld”.

3° In het derde lid worden de woorden “of in geval van niet-hernieuwing van het mandaat als bedoeld in artikel 86/3, §§ 4 en 5 van het voornoemde besluit” opgeheven.

**Art. 19.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, opgesteld als volgt:

“Art. 5/1. § 1. Behalve in het geval van ernstige fout of vrijwillig ontslag, ontvangt de mandaathouder van wie het mandaat afloopt een eindmandaatsvergoeding. Die vergoeding bedraagt drie maanden salaris als het mandaat minder dan tien jaar heeft geduurd en zes maanden salaris als het mandaat ten minste tien jaar heeft geduurd.

Als de mandaathouder vraagt om de outplacementbegeleiding bedoeld in § 2, wordt het bedrag van de eindmandaatsvergoeding verminderd met de kosten van die outplacementbegeleiding.

§ 2. De mandaathouder kan, op zijn verzoek, ook outplacementbegeleiding krijgen, op voorwaarde dat hij het einde van zijn tweede opeenvolgende mandaat heeft bereikt, dat hij een gunstige evaluatie heeft gekregen aan het einde van het tweede mandaat en dat hij geen beroepsactiviteit uitoefent (geen arbeidsovereenkomst hebben gesloten, geen hoofdactiviteit als zelfstandige uitoefenen, niet als statutair of contractueel personeelslid werkzaam zijn in een overheidsdienst).

Die begeleiding duurt 60 uur, gespreid over een periode van maximaal twaalf maanden, en maakt het voorwerp uit van een schriftelijke overeenkomst.”

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 20.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 april 2023.

**Art. 21.** Voor de mandaathouders die in functie zijn op het ogenblik dat dit besluit in werking treedt, wordt ervan uitgegaan dat zij een eerste mandaat van vijf jaar uitoefenen.

Tot het einde van het mandaat bedoeld in het eerste lid blijven zij onderworpen aan de evaluatiebepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 22.** De mandaathouders die vóór de inwerkingtreding van dit besluit een overeenkomst voor onbepaalde tijd zonder eindtermijn hebben gesloten, kunnen de outplacementbegeleiding krijgen onder de voorwaarden uiteengezet in paragraaf 2 van artikel 5/1 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2012 dat de regels voor de aanstelling van contractuele mandatarissen in de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie vaststelt in het kader van artikel 26/1, lid 3, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 23.** De selectieprocedures die aan de gang zijn op het ogenblik dat dit besluit in werking treedt, lopen door tot het einde in overeenstemming met de reglementaire bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Als een selectieprocedure wordt opgestart vóór 1 januari 2024, gelden ook daarvoor de reglementaire bepalingen die van toepassing waren vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 24.** Het collegelid bevoegd voor Openbaar Ambt wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, 7 september 2023.

Voor het College :

B. TRACHTE,

Voorzitter van het College collegelid belast met Openbaar Ambt

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/47955]

**7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté 2023/721 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 mars 2018 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, l'article 87 § 3, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79, § 1<sup>er</sup> ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 mars 2018 fixant la structure des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 11 juillet 2023;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 7 septembre 2023;

Vu l'avis du Comité supérieur de concertation donné le 29 juin 2023;

Considérant que l'organisation actuelle de la Direction d'administration de l'Aide aux personnes et de la santé ne permet plus de répondre aux défis actuels tels qu'ils se posent dans les compétences de l'aide aux personnes et de la santé ;

Considérant que les compétences de l'action sociale, de la famille et de la santé doivent être décloisonnées afin de mieux tenir compte des enjeux spécifiques à la sociologie bruxelloise ;

Considérant que la restructuration de la Direction s'inscrit dans le Plan stratégique 2.0 de la Commission communautaire française et qu'elle permettra de mieux répondre à l'une des missions de l'administration, à savoir l'analyse des politiques mise en place et le conseil aux politiques par l'évaluation des besoins des bruxellois et l'offre proposées via le soutien au secteur associatif ;

Considérant que la réforme de la structure de la Direction a pour objectif d'une part, de rassembler dans un même service « le cœur » de l'action sociale et de la santé et d'autre part de centraliser la gestion de toutes les fonctions d'appui et des dossiers transversaux ou thématiques qui dépassent les compétences spécifiques de l'action sociale, la santé ou la cohésion sociale ;